



## Bukavu

### Etudiants et autorités académiques ensemble contre la corruption

*(Syfia Bukavu/ProxiMédias Libres) Dans une dizaine d'universités et instituts supérieurs de Bukavu, une organisation incite étudiants et autorités académiques à dénoncer et à sanctionner les élèves et les enseignants adeptes des "points sexuellement transmissibles" et du monnayage de notes. Les premiers résultats sont là, mais le mal est profondément ancré...*

Renvoi d'enseignants corrompus et d'étudiants corrupteurs, recrutement plus strict de professeurs en s'informant au préalable sur leur bonne moralité, appel aux dénonciations, correction de copies sous anonymat, débats... Ces trois derniers mois, les autorités de certaines universités et instituts supérieurs de Bukavu (Sud-Kivu) tentent d'arrêter l'inquiétante progression de la corruption dans leurs institutions.

International governance institute (IGI) les aide dans cette difficile mission. Depuis octobre 2011, cette organisation enregistrée au Royaume-Uni, mais qui a son QG au Kenya, a ciblé 12 institutions universitaires dont l'Institut supérieur de développement rural (ISDR), l'Université Simon Kimbangu (USK), l'Institut supérieur de gestion des affaires (ISGEA), l'Institut supérieur de management (ISM)... *"Nos premiers pas étaient lourds... La corruption était un sujet tabou, mais ces derniers temps, les autorités académiques encouragent les étudiants à la dénonciation"*, se réjouit Martin Zadig, coordonnateur local d'IGI.

Jusqu'ici, comme le souligne cet institut, *"les points sexuellement transmissibles"* et le monnayage de notes font rage, avec entre autres pour conséquences *"la baisse sensible du niveau d'études"*, *"l'exposition d'étudiants aux risques de maladies"* et la banalisation de la corruption. *"Ce mal a contribué à détruire notre enseignement. Aujourd'hui, nous avons mis en place une boîte à dénonciations pour l'éradiquer. Nous renvoyons des enseignants et des étudiants"*, se félicite Louissette Wimba, secrétaire général académique de l'Institut supérieur des techniques médicales (ISTM). Le professeur W. Busane, vice-recteur chargé des affaires académiques à l'Université catholique de Bukavu (UCB) estime, lui aussi, que la corruption est une triste réalité à combattre.

#### **"Responsabilités partagées"**

Les premiers résultats de ce combat sont là : le sujet se discute désormais ouvertement entre étudiants, enseignants et autorités académiques dans des ateliers d'échanges ou des agoras judiciaires. Il faudra sans doute cependant du temps pour éradiquer ce mal, profondément enraciné dans les universités. Les enquêtes d'IGI pointent trois causes principales : *"le niveau bas des salaires des enseignants et cadres des universités, l'impunité et la faible implication de l'Etat dans l'encadrement et l'amélioration des conditions d'études supérieures en RDC"*.

Gervais Chirhalwirwa, directeur général de l'Institut supérieur pédagogique (ISP Walungu) puise dans l'histoire récente, montrant du doigt l'Etat. *"En 1966, explique-t-il, 29 % du budget national étaient alloués à l'enseignement. Aujourd'hui, on y consacre moins de 5 % et en voilà les retombées !"* s'exclame-t-il. *"Avec un salaire de 150 ou 200 \$ je ne peux pas nouer les deux bouts du mois sans recourir à d'autres ressources..."*, affirme, plein de sous-entendus, un de ses collègues, chef de travaux. *"Faux"*, rétorque Adolphe Kilomba,

enseignant à l'UCB. Selon lui, ces enseignants troquent leur dignité contre des avantages insignifiants. Il poursuit : *"Qu'ils ne se justifient pas par l'insuffisance de salaires, car beaucoup d'entre eux en touchent des faramineux, mais restent corrompus."*

Pour Amos Musafiri, secrétaire exécutif de l'Union générale des étudiants congolais, *"les responsabilités sont partagées. Les étudiants en sont même les premiers responsables !"*

### **Dénonciations et sanctions**

Beaucoup de gens pensent que la dénonciation et la sanction sont les seuls remèdes. Selon Me Norbert Bisimwa, directeur de cabinet du ministère provincial de la Justice et droits humains, des efforts en ce sens restent à fournir pour faire connaître ces actes. *"Malgré les lamentations sur l'ampleur de la corruption et d'autres formes de violences sexuelles dans les universités de Bukavu, le niveau de dénonciation reste très faible au niveau du parquet"*, regrette-t-il. En général, *"les étudiants ne dénoncent pas, car ils sont en position de faiblesse. Ceux qui le font subissent la vengeance des enseignants"*, s'inquiète le porte-parole des étudiants d'un institut supérieur.

Petit à petit, cependant, la peur commence à changer de camp... *"Depuis 2011 que je suis membre du comité de gestion de l'ISP Bukavu, déclare le Pr S. Ruhekenya, secrétaire général académique de cet institut, nous avons renvoyé deux enseignants et plusieurs étudiants coupables de corruption."* Pour Louissette Wimba, IGI a permis de renforcer la lutte entreprise par l'ISTM : *"Nous sommes satisfaits, car les étudiants victimes de la corruption ont commencé à la dénoncer."*

**David Ndagano Mweze**



Programme interbailleurs *Médias pour la démocratie et la transparence en RDC.*

